

Parlement jurassien 18 juin 2025

Interpellation no 1037

Le canton du Jura se sent-il concerné par la fin des classes bilingues à Berne et, au-delà, aux coups portés au français dans la ville fédérale et au sein même du pouvoir fédéral ?
Pierre-André Comte (PS)

Développement à la tribune :

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, Mesdames et Messieurs les Ministres,

Il y a des signaux d'alarme qui ne peuvent être ignorés sans laisser planer le doute de quelque désintérêt. Il y a des moments où le silence, ou même le simple délai de réponse, peut être interprété comme une forme de résignation, voire d'indifférence.

L'interpellation que nous présentons ce jour ne relève pas d'un caprice politique ou d'une quelconque crispation identitaire. Elle est l'expression d'un profond malaise, et d'une urgence. Oui, urgence. Car ce à quoi nous assistons aujourd'hui, à Berne et dans d'autres cantons alémaniques, n'est rien de moins qu'un démantèlement insidieux mais méthodique de la place du français dans l'espace fédéral.

La suppression des classes bilingues dans la ville fédérale, la remise en cause de l'enseignement du français dès le primaire en Suisse alémanique, la menace de suppression de la subvention à l'École française de Berne, la mise en danger de la participation de la Suisse à TV5 Monde, tout cela compose un tableau inquiétant, un basculement culturel et politique qui ne peut nous laisser passifs.

Le Gouvernement repousse sa réponse à notre interpellation à plus tard. Je le regrette et je dois dire que mon désappointement à ce sujet n'est pas nul. Le Jura, pourtant, a une responsabilité particulière. Une responsabilité morale, historique, politique aussi. Nous ne pouvons pas prétendre défendre le français dans la dynamique interjurassienne et le laisser s'éroder à Berne sous le coup d'orientations politiques inacceptables.

Le français n'est pas un privilège régional : c'est une langue nationale. Et ce qui est en cause ici, ce n'est pas qu'une question d'éducation ou de culture, c'est l'idée même de la Suisse s'affirmant pays plurilingue, comme espace commun où chaque communauté linguistique se sent respectée, représentée et soutenue.

Tarder à répondre à cette interpellation, c'est laisser planer le doute : le Jura hésiterait-il à s'opposer fermement à ce qui est plus qu'une tendance qui fragilise la cohésion de l'État fédéral ? Dans le sud du Jura et à Bienne, on a déjà tiré la sonnette d'alarme ; j'attends que la fanfare gouvernementale daigne sans tarder souffler dans sa trompette. Laisser à d'autres le soin de décider, à notre place, de la valeur du français dans ce pays, c'est manquer à notre responsabilité. Je veux croire que le Gouvernement est conscient de cette responsabilité-là.

Je vous remercie.